

Rapport général de la XVème rencontre continentale des Équipes Enseignantes d’Afrique (EEA) tenue en Guinée du 18 au 25 août 2023

Plan de présentation

Introduction générale.....	2
1 Objectifs poursuivis.....	2
1.1 Objectif général.....	2
1.2 Objectifs spécifiques.....	2
2. Du déroulement des activités.....	3
2.1 Des messes.....	3
2.2 De la cérémonie d’ouverture solennelle.....	4
2.3 De la présentation des conférences.....	6
2.4 Des débats instaurés.....	8
3 Des ateliers ou travaux de groupes.....	9
4 De la synthèse de la vie des équipes.....	9
5 De la journée des découvertes.....	12
6 Des difficultés enregistrées.....	12
7 De la cérémonie de clôture de la rencontre.....	13
Conclusion générale.....	13

Introduction :

La XVème rencontre continentale des Équipes Enseignantes d'Afrique (EEA) s'est tenue du 18 au 25 août 2023 au Grand Séminaire Benoît XVI de Kendoumayah dans la Préfecture de Coyah en République de Guinée.

À cette rencontre treize (13) délégations étaient attendues, à savoir : le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Togo, le Mali, le Bénin, le Rwanda, le Burundi, le Congo Brazzaville, la Centrafrique, la Guinée, Dialogue et Coopération et l'Union Mondiale des Enseignants Catholiques. Soit cinquante-six (56) participants attendus. Sur les treize (13) délégations, cinq (5) ont répondu à l'appel, à savoir : **la Guinée avec quinze (15) participants, le Sénégal avec cinq (5) participants, la Côte d'Ivoire avec deux (2) participantes, le Burkina Faso avec une (1) participante et le Togo avec un (1) participant.** Soit vingt-quatre (24) participants dont huit (8) femmes. Les délégations annoncées mais n'ayant pas fait le déplacement sont le Congo Brazzaville, la Centrafrique et le Burundi. Les pays qui ne répondent plus aux courriers depuis des années alors qu'ils sont toujours enregistrés au niveau central sont le Bénin, le Mali et le Rwanda.

Cette année, le thème central a porté sur « la Gestion de l'environnement dans nos pays respectifs : acquis des politiques mises en place, défis et perspectives pour un développement durable en Afrique et dans le monde ». Ce thème central a été développé en trois (3) conférences suivies de débats et de travaux de groupes (ou ateliers) avec présentation des résultats en plénière.

1. Objectifs poursuivis :

1.1 Objectif général :

Objectif général. Ces réflexions aideront à promouvoir une meilleure gestion de notre environnement pour un développement durable en Afrique par la préparation des Équipes Enseignantes d'Afrique à comprendre la nécessité de sensibiliser dans leurs différents milieux de vie (communautés villageoises ou urbaines, écoles, CCB...) à la question de l'environnement.

1.2 Objectifs spécifiques :

-Expliquer aux participants les concepts suivants : l'environnement, la gestion de l'environnement, la protection de l'environnement, l'écologie, un désastre écologique, l'environnement scolaire et le développement durable ;

- Informer, mobiliser les équipiers et équipières, les élèves, les étudiants, les populations des villes et des campagnes sur les effets néfastes de l'action de l'homme sur la nature, sur notre environnement (feux de brousse, destruction du littoral, de la mangrove, des forêts, coupe abusive de bois, pollution de l'air, de l'eau...);
- Identifier, documenter les cas fréquents de destruction de la nature, indiquer et lancer des méthodes pratiques de lutte contre cette destruction massive et effrénée de notre environnement naturel ;
- Relever de façon exhaustive les actions ou les comportements qui, dans l'environnement de l'école ne favorisent pas la réussite scolaire que chaque nation recherche pour ses filles et fils ;
- Proposer des mesures et des orientations utiles pour consolider l'environnement scolaire et favoriser la réussite de l'enfant ;
- Impulser la réaction positive des populations de nos villes et de nos campagnes ainsi que celles des autorités administratives, traditionnelles et religieuses, des services des eaux et forêts, de sécurité et de justice face au phénomène en vue d'une meilleure gestion planifiée et bien programmée de notre environnement aujourd'hui profondément dégradé, marqué par un changement climatique à la fois rude et sévère ;
- Élaborer une déclaration finale pour alerter toutes les composantes de la société.

2. Du déroulement des activités :

Les travaux de la rencontre se sont déroulés pendant neuf (9) jours conformément à l'esprit de l'agenda établi à cet effet.

2.1 Des messes :

Tous les matins, les travaux commençaient par la prière. À cette occasion, les prêtres amenaient les participants à se souvenir des équipières et équipiers disparus et à prier pour eux. Ils mettaient un accent particulier sur la protection de la nature telle que recommande la Bible aux humains. Les participants ont appris avec joie et bonheur que l'Évangile accordait une place de choix aux questions environnementales depuis les origines de l'humanité ; d'ailleurs, la nature a été façonnée par Dieu essentiellement pour l'homme et placée sous le contrôle de celui-ci. Ainsi, les prières matinales ont été des moments de prise de conscience sur le rôle de l'homme dans le maintien de l'équilibre écologique si précieux dans sa vie.

2.2 De la cérémonie d'ouverture solennelle :

Le niveau du protocole d'ouverture solennelle de la rencontre a été rehaussé par la présence des personnalités suivantes :

- M. Pierre TOURÉ, Directeur National de l'Enseignement Fondamental (DNEF) au MEPU-A ;
- Mme Souadou SYLLA, Chargée d'Études à la DNEF-MEPUA ;
- M. Mouloukou Souleymane SYLLA, 1^{er} Vice Maire de la Commune Urbaine de Coyah ;
- M. Siriman CONDÉ, représentant du BCEIP-Environnement Conakry ;
- Monseigneur, Vicaire Général du Diocèse de Nzérékoré, le Père Jean Marie GUÉMOU, aumônier national des Équipes Enseignantes de Guinée (EEG) ;
- Le Curé de la Paroisse de Nyen, Commune Urbaine de Nzérékoré, le Père Jean Paul HABA ;
- M. Ernest Fama KAMANO, CSP représentant le Directeur Préfectoral de l'Éducation de Coyah ;
- M. Alpha Mamadou BARRY, Coordinateur des Écoles Privées et Chargé de Statistiques à la DPE de Coyah ;
- M. Jean Jacques FALL, Coordinateur Continental des EEA ;
- Mme Anne Marie NDIONE, Coordinatrice Nationale des EES (Sénégal) ;
- M. Alphonse Touama GUÉMOU, Coordinateur National des EEG.

Après la présentation des officiels, le représentant du Maire de la Commune Urbaine de Coyah a pris la parole pour exprimer sa joie et sa reconnaissance pour la tenue de la rencontre dans sa localité. Il a aussi apprécié tout particulièrement le thème central de la rencontre qui préoccupe au plus haut niveau le gouvernement guinéen. En soulignant l'intérêt du thème, il a adressé ses sincères remerciements et souhaité la bienvenue à tous les participants.

Par la suite, le Coordinateur National des Équipes Enseignantes de Guinée a tout d'abord fait observer une minute de silence en la mémoire d'un jeune qui a été emporté par les eaux pendant qu'il sauvait des vies humaines lors de l'inondation survenue à Coyah du 5 au 6 août 2023 avant de souhaiter la bienvenue à toutes les délégations présentes, aux autorités qui ont bien voulu répondre à son appel, aux

participants de la Guinée et à tous les invités. Il a pour terminer, focalisé son discours sur l'intérêt que revêt le thème de cette année et les motivations qui ont guidé ce choix.

Il est revenu au Coordinateur Continental, visiblement heureux, de remercier les délégations qui, en dépit des difficultés du moment ont tenu à participer à la présente session, avant de faire l'historique des Équipes Enseignantes en tant que mouvement d'action catholique et d'attirer l'attention des équipières et équipiers sur les grands enjeux de l'autonomisation du mouvement dans le cadre du financement de ses activités (les rencontres des Équipes nationales, les rencontres au niveau régional et la tenue de la Panafricaine). Le Continental a profité de l'occasion pour insinuer auprès des coordinations nationales et des bureaux de base l'idée d'approfondir les réflexions et de mutualiser les expériences en vue de trouver des voies et moyens pour assurer la survie du mouvement dans un contexte international difficile et défavorable à l'épanouissement des engagements du laïcat.

L'intervention du Coordinateur Continental a été suivie de la lecture de deux messages provenant respectivement de la Coordination Nationale du Congo et du secrétariat central de Dialogue et Coopération.

Le premier message, celui des Équipes Enseignantes du Congo, était l'expression des remerciements des équipières et équipiers du Congo à l'endroit des sessionnistes de Kendoumayah en Guinée pour leur présence sur les lieux. C'était aussi une façon courtoise de s'associer à l'événement, car n'ayant pas pu faire le déplacement de Guinée pour la présente Panaf. Le message a en outre fait allusion aux problèmes récurrents dans le milieu scolaire au Congo : violence, corruption, classes pléthoriques, tricherie organisée, toutes choses de nature à ternir l'image de notre école qu'on voudrait plutôt vivante, rayonnante, créatrice et pleine de vertus.

Le second message, celui de Dialogue et Coopération, exprime son soutien et sa compassion aux EEA suite aux événements douloureux qui surviennent dans plusieurs régions d'Afrique et invite les sessionnistes à garder l'esprit fraternel et bienveillant.

Enfin, l'honneur est revenu au représentant du Ministre de l'Enseignement Pré Universitaire et de l'Alphabétisation d'ouvrir la rencontre après avoir, au nom du Ministre, insisté sur la nécessité de sauvegarder notre environnement pour le bonheur des générations présentes et futures. Il a invité les participants à approfondir la réflexion sur le thème et sur la pratique quotidienne du respect de l'environnement dans nos pays en général et, en particulier, en milieu scolaire et universitaire. Il a mis à disposition de la session un nombre important d'un document intitulé : " Standards

Minimums EAU, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT (EHA) EN MILIEU SCOLAIRE". Ce document constitue un soutien remarquable à la thématique développée notamment à la conférence N°2.

2.3 De la présentation des conférences :

Les trois conférences présentées au cours de la rencontre ont abordé les problématiques de la protection de l'environnement, de la gestion des déchets et de la responsabilité de l'homme vis-à-vis de la nature.

La conférence Numéro 1 portant sur : " La gestion de l'environnement pour un développement durable en Afrique et dans le monde : acquis des politiques mises en place, défis et perspectives" a été présentée par **M. Cyrille ABOLY**, juriste de formation en Droit de l'Environnement et Conseiller juridique de Madame la Ministre de l'Environnement et du Développement Durable de la République de Guinée.

Le conférencier a placé le thème dans son contexte historique et a expliqué l'origine des différentes politiques environnementales et des instruments juridiques des pays pour une bonne gestion de notre environnement. Dès lors, de grandes questions environnementales sont soulevées : développement industriel incontrôlé création d'un encrage institutionnel en charge de la gestion de l'environnement, rapports entre les blocs, pays industrialisés grands pollueurs et pays moins avancés victimes, indemnisation, pollueurs – payeurs etc.

Il a affirmé que des efforts louables sont en train d'être faits dans nos différents pays dans le cadre de la protection de l'environnement. Cependant, il reconnaît que les différents textes produits (déclarations, codes et conventions) sur la protection de l'environnement sont insuffisamment vulgarisés et que les instruments juridiques qui sont adoptés sont peu contraignants et peu appliqués par endroit.

La conférence 2 a porté sur le thème : "L'assainissement de l'environnement scolaire, une nécessité indéniable pour les acteurs dans leurs rôles respectifs en vue d'une réussite éducative de qualité ouverte au progrès". Le libellé a été légèrement modifié et reformulé en ces termes : "La gestion des déchets, notamment dans les villes et en milieu scolaire".

Cette conférence a été animée par **M. Siriman CONDÉ**, Sociologue et Responsable du Bureau d'Études, d'Enquêtes, d'Intérim et de Perfectionnement (BCEIP, volet Environnement - Conakry.)

M. CONDE a présenté sa conférence sur Power Pointe. Avec lui, les équipiers découvrent l'univers des déchets sous des formes diverses. Il développe, la nécessité

de procéder à la catégorisation des déchets en déchets plastiques, métalliques, alimentaires et papier. Il critique les différentes manières d'organiser la gestion des déchets dans nos pays, nos familles, développe les conséquences de la mauvaise gestion des déchets ou de leur mauvais traitement et encourage la réduction de leur consommation, leur recyclage, leur réutilisation ou leur transformation.

La dernière conférence a abordé le thème : " Rôle de l'Église dans la formation et l'éducation de la société pour une meilleure gestion de notre environnement aujourd'hui fortement dégradé et pollué par l'action de l'homme".

Ce thème a été développé par **le Père Jean Paul HABA**, Curé de la paroisse Sainte Thérèse de Nyen et Chancelier du diocèse de N'Zérékoré. Le Père HABA est un habitué des formations. Après la prêtrise il s'inscrit à un diplôme supérieur en Développement Communautaire à l'Institut de Formation à Distance (ISFAD) Guinée. Quinze ans de pastorale plus tard, il est de nouveau à l'Institut Catholique de Paris où il obtint une Licence en Droit Canonique.

Pour traiter ce thème, il l'a reformulé ainsi : " La foi chrétienne face à la crise environnementale, quels défis pour l'Église aujourd'hui ".

Le conférencier commence par préciser la position et le rôle de l'Homme dans la nature selon la Bible. Ainsi, l'Homme est un être supérieur à qui Dieu a confié la sauvegarde de la Création, sa fonction est d'en prendre soin, de veiller à son bon état et de s'en servir pour la satisfaction de ses besoins. Selon le Père HABA, l'Église n'apporte pas de réponse scientifique au problème posé, mais elle accompagne et oriente l'Homme pour le respect de la biodiversité, par conséquent elle n'est pas insensible à la crise de l'environnement. Toutes les actions de l'Homme doivent correspondre au dessein de Dieu.

À l'origine, dira-t-il, l'Homme a été mis dans un environnement sain où il vivait bien. Les causes lointaines de la crise écologique remontent à la détérioration des liens entre l'Homme et Dieu dans le jardin d'Éden, l'origine du péché originel. L'Église pointe du doigt l'Homme comme premier responsable du désastre écologique. Dès lors, au sein de l'Église se développent des mouvements écologiques pour défendre l'écologie et l'environnement, on parle même de "conversion écologique".

En résumé, le conférencier a reconnu que la rencontre des EEA est une aubaine pour réfléchir à partir de notre foi chrétienne sur l'écologie et l'environnement.

Après chaque conférence, des débats ont permis aux participants d'approfondir leur compréhension du sujet par des questions de leur convenance.

2.4 Des débats instaurés :

Au cours des débats instaurés après chaque conférence, des questions d'intérêt général ou particulier ont été soulevées par quelques participants. En voici quelques-unes : (Conférence 1)

-l'expression taxe ou crédit carbone a intéressé le coordinateur national du Togo, Sylvestre KOUMA qui cherchait à comprendre à partir de quelques exemples précis comment calcule-t-on cette taxe ? et comment la paie-t-on aux ayants droit ?

-D'autres questions de sources diverses sont posées par des participants qui veulent savoir comment les pays sont-ils indemnisés ? Et sur la base de quels critères ?

-Les politiques environnementales élaborées dans nos pays sont-elles vulgarisées ? Les instruments juridiques sont-ils appliqués ?

-Le projet "la grande muraille verte est à quel niveau dans son exécution ? Quel résultat a-t-il réalisé ? S'il ne tourne pas qu'est-ce qui bloque ?

-Un plaidoyer en direction de deux Ministères, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) et le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A) fait la préoccupation de certains participants qui suggèrent que ces deux départements se mettent ensemble pour aider à former les enseignants à éduquer au respect de l'environnement dans nos pays respectifs. Ainsi, il sera instauré une véritable éducation environnementale dans les écoles.

(Conférence 2)

-Quelles mesures prendre pour amener les citoyens à adhérer aux programmes de gestion des déchets dans nos communes urbaines et aux programmes de gestion des Eaux et des Forêts ?

-Les 3R pour protéger l'environnement.

-Durée de vie des déchets plastiques, métalliques ou en verre.

Autres questions posées à M. CONDÉ :

-Votre structure intéresse toutes les localités et précisément le milieu scolaire mais pourquoi en dehors de la capitale vous ne sortez pas ?

-Pouvez-vous accepter de venir jusque dans quelques écoles ou communes de l'intérieur pour présenter ces résultats très illustratifs et très enrichissants ? Si oui à quelles conditions ?

(Conférence 3)

-Je veux bien comprendre ces expressions :

“toute atteinte à la création est un affront au créateur” ;

“Les engagements de l’Église prennent leurs racines dans la dénonciation.”

-Les défis à relever.

À l’issue des débats instaurés à la suite des différents exposés ponctués par quelques moments de détente, les sessionnistes, organisés en atelier ou groupes de travail ont réfléchi sur des questions fondamentales tirées des différentes communications préparées et présentées par les spécialistes.

3. Des ateliers ou travaux de groupes :

Quatre groupes de travail ont été constitués avec pour consignes :

- En vous appuyant sur les exposés, les débats des conférences et les réalités vécues dans nos pays, citez les défis à relever par rapport à la crise écologique.
- Quelles approches de solutions proposeriez-vous par défi ?
- Quels sont les acquis des politiques environnementales dans nos pays ?
- En tenant compte des réponses aux questions 1, 2 et 3, proposez des résolutions et des recommandations.

En plénière, les productions des groupes ont été présentées, débattues, amendées et adoptées. Le secrétariat de la rencontre s’en servira pour la rédaction des résolutions et des recommandations finales à joindre au présent rapport.

En attendant, les participants ont suivi avec beaucoup d’attention les interventions des différentes délégations sur la vie des Équipes dans nos pays.

4. De la synthèse de la vie des Équipes :

Un créneau horaire a été accordé aux différentes coordinations des Équipes pour raconter la vie des Équipes par pays.

Côte-d’Ivoire :

Les équipières ivoiriennes ont présenté un plan d’action. Les équipes enseignantes de Côte d’Ivoire ont des structures qui fonctionnent à tous les niveaux et possèdent 29 bureaux de base. Le bureau de la Coordination vient d’être renouvelé pour 3 ans. Apparemment, les équipes tiennent des réunions et se préoccupent des problèmes des écoles. La difficulté réside dans la mobilisation des fonds pour le fonctionnement des équipes.

Guinée :

L'Équipe de Guinée vit à Nzérékoré grâce à la bonne et franche collaboration avec l'évêque du diocèse, Mgr Raphaël Balla GUILAVOGUI et l'aumônier national. Les équipiers bénéficient de l'accompagnement d'autres prêtres à l'occasion des regroupements, des marches de carême, des sessions de formation et des réunions.

Comme leurs frères et sœurs des autres pays, les équipières et équipiers de Guinée n'échappent pas aux difficultés de mobilisation des ressources financières.

La bonne nouvelle pour les EEG est que des enseignants de Coyah et de Conakry ont pris part à la session de Kendoumayah. Cette participation très encourageante laisse présager la mise en place de bureaux de base EEG du côté de la capitale guinéenne.

Sénégal :

Le mouvement est fonctionnel dans 5 diocèses sur 12. Les équipiers évoluent sur la base de plans d'action à tous les paliers. Les équipiers tiennent des réunions et se retrouvent autour de thèmes intéressant le groupe.

Les EES connaissent des difficultés financières pour la mise en œuvre des activités ainsi que l'adhésion des enseignants catholiques au mouvement.

Les équipiers sénégalais sont, tout de même, déterminés à poursuivre les efforts pour dynamiser la base. La Coordinatrice a affirmé que les équipiers assistent à des formations professionnelles et, dans l'ensemble, ils sont solidaires.

Togo :

Les Équipes du Togo sont présentes dans 5 diocèses sur 7. La vie du mouvement a été mise en veilleuse depuis les crises sanitaires, il va falloir organiser une session de relance des activités. Les difficultés principales sont liées au manque d'engagement des jeunes, la preuve est que le bureau de la Coordination est en place depuis 12 ans sans possibilité de renouvellement.

Burkina Faso :

La Coordination est à Wagadougou et se résume à la première responsable. Le noyau dur se trouve à Bobo où les réunions se tiennent.

Bureau Continental (Rapport d'activités) :

Depuis la session de Poponguine au Sénégal en 2016, le Bureau Continental a mené des activités qui se regroupent en trois points : la coordination continentale, la vie des équipes pays et la participation aux rencontres du Bureau international.

En résumé, la communication entre les pays et le niveau continental n'a pas bien fonctionné. Le moyen privilégié d'échanges reste l'Internet, il y a un groupe WhatsApp qui relie les différents paliers, mais les rendez-vous ne sont pas respectés. **Le Bénin, le Mali, le Rwanda** ne répondent plus aux courriers. Le bulletin qui sert aussi de liaison n'est pas suivi. Tout le long du mandat, le bureau s'est reposé uniquement sur le Premier responsable.

En substance, le Coordinateur continental a fait des recommandations importantes relatives notamment à l'autofinancement des Équipes du fait qu'on ne peut plus compter sur l'aide extérieure. Il a surtout insisté sur le paiement des cotisations par personne et par pays.

Après la présentation des trois rapports du Bureau Continental (rapport moral, rapport d'activités, rapport financier), les participants ont constaté que le niveau des cotisations annuelles fixées par pays (10 000 FCFA) est faible. Malgré ce faible niveau, les cotisations ne sont pas payées. Alors, que faire ?

Le constat fait par les uns et les autres a amené des participants à proposer sans aucune contestation de la part des autres sessionnistes que les cotisations par pays et par an passent à **50 000 FCFA l'an** désormais.

Notons que le renouvellement du Bureau continental n'a pas eu lieu, il a été reporté à la prochaine session faute de quorum.

Le Coordinateur continental a parlé dans son intervention de rapport d'activités des coordinations nationales. Pendant les échanges, des participants demandent qu'il leur soit communiqué par la Coordination continentale un canevas pour la rédaction de ce rapport à l'effet d'éviter des détails inutiles. Cela faciliterait au secrétariat des équipes, la tâche de recherche, de regroupement et de synthèse des éléments à fournir.

Pendant les échanges la question de l'accompagnement des plus jeunes a retenu l'attention de la session sur proposition de M. Joseph SARR. Il est remarqué à ce niveau le recul de la formation initiale chez nos jeunes enseignants. Dans l'environnement scolaire la question du redoublement en général et celle du vieillissement scolaire (décision prise uniquement en Guinée) ont été analysées. Tous les participants sont restés favorables à ce qui se passe au Sénégal. En effet, de six (**6**) à seize ans (**16ans**) il n'y a plus de redoublement au Sénégal. La décision relative au vieillissement scolaire qui consiste à exclure du coup l'enfant des effectifs officiels n'est qu'un tort fait au droit à l'éducation universelle car l'enfant à l'école vaut mieux que l'enfant dans la rue.

Le comité d'organisation a prévu dans son agenda une journée de découverte.

5. De la journée de découverte :

Une journée entière a été réservée aux participants pour effectuer une excursion à l'église de la Paroisse Saint Joseph de Boffa puis, aux cascades de la Soumba et de Nègueya à Dubréka dans la grande banlieue de Conakry. La contemplation de quelques merveilles de la nature, "l'éléphant qui veille" et "le chien qui fume", a mis fin à cette journée de découverte.

Certes la session a été une réussite, mais elle a connu des difficultés qu'il importe de signaler en vue d'un changement dans le futur.

6. Des difficultés enregistrées :

-Les difficultés sont inhérentes à toute entreprise humaine. À La session de Kendoumayah les collègues de Centrafrique, du Congo et du Burundi n'ont pu faire le déplacement pour des raisons sécuritaires et économiques disent-ils. Ils parlent tous de coût élevé du billet d'avion. Pas de subvention. Le Burundi ajoute la question sécuritaire du fait de l'année électorale dans laquelle entre le pays. C'est vrai mais chaque pays membre doit s'organiser à être représenté à chaque rencontre régionale ou continentale. C'est le manque de sanction qui fait que les pays se permettent de briller par leur absence aux rencontres. Entendons-nous chers collègues et cherchons à corriger cet état de fait. Donnons les moyens même à un seul pour représenter le pays.

-Le manque d'électricité EDG n'a pas été de nature à faciliter la tâche au secrétariat de la session. C'est un groupe qui approvisionne le Grand Séminaire en électricité ce qui imposait un temps de délestage et de travail difficile à tenir.

- L'état défectueux de la route qui relie le Grand Séminaire au centre-ville de Coyah a été par moment, avec la saison pluvieuse, un handicap sérieux pour le déplacement des participants.

- Les insuffisances relevées dans les textes juridiques des EEA n'ont pas permis d'exécuter le point du chronogramme lié au renouvellement du Bureau Continental. Il va falloir, en session régionale, préparer les modifications envisageables avant la prochaine panaf. Ce sera en 2027.

-Les absences des pays aux rencontres et le manque de cotisation constaté ne favorisent pas les progrès ambitionnés par les sessionnistes. La coordination devra travailler à la relance des équipes du Bénin, du Mali et du Rwanda qui ne répondent

plus aux courriers. Est-ce un retrait total ou tout simplement une période de crise à gérer ?

Pour faciliter la tâche aux Mouvements d'action catholique désireux de séjourner au Grand Séminaire Benoît XVI de Kendoumayah pour la tenue de leurs rencontres périodiques, l'autorité de l'Église devra poursuivre le plaidoyer auprès des autorités compétentes de notre pays, en particulier, le Chef de l'État, Son Excellence, Colonel Mamadi DOUMBOUYA, Président de la Transition, Chef Suprême des Armées pour l'approvisionnement des lieux en courant continu (EDG) et pour le désenclavement par le bitumage de la voirie.

Avant la cérémonie de clôture, les sessionnistes ont trouvé opportun que chaque région tienne une session régionale des équipes enseignantes en 2025.

7. De la cérémonie de clôture de la rencontre :

La clôture de la session a été marquée par la présentation des textes finaux en présence de M. Pierre TOURÉ, Directeur National de l'Enseignement Fondamental, représentant Monsieur le Ministre de l'Enseignement Pré Universitaire et de l'Alphabétisation (MEPU-A). Il avait à ses côtés, le Vice Maire de la Commune urbaine de Coyah, le Coordinateur continental, les Coordinateurs pays présents, Mgr le Vicaire Général du diocèse de N'Zérékoré, Père Jean Marie GUEMOU, le Père Jean Paul HABA, Curé de la Paroisse Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus de Nyen et le Père Clément OULARÉ, économiste du Grand Séminaire Benoît XVI de Kendoumayah.

Comme à l'ouverture, M. TOURÉ a félicité les participants pour leur présence à la rencontre. Il les a encouragés et remerciés pour le travail gigantesque accompli. Il a enfin insisté sur le respect et l'application des résolutions de la session avant de souhaiter bon retour à tous les sessionnistes dans leurs familles respectives.

Conclusion générale :

De ce qui précède, il ressort clairement que le développement industriel, tel qu'il se présente aujourd'hui, reste incompatible avec la protection de l'environnement. Et puis, avec la désertification croissante d'année en année, la persistance des crises alimentaires, la hausse de la température et du niveau de la mer comme effet du dérèglement climatique dans nos pays, les spécialistes des crises écologiques du monde ont profondément réfléchi à des mesures communes comme la création d'encrages institutionnels partagés par tous pour une meilleure gestion de notre environnement avec à la clé l'harmonisation des pratiques convenues et encadrées

par des déclarations, principes, codes, conventions entre pays avancés, industrialisés – pollueurs et pays victimes à indemniser. Cependant, le grand défi auquel les pays les moins avancés sont confrontés réside dans le refus des pays industrialisés de regarder en face leurs engagements. Alors, l’Homme est-il prêt à changer de mentalité pour le bonheur de “la maison commune ? ”

Fait à Kendoumayah, le 24 août 2023.

La Rencontre continentale.

Pièces jointes :

- Les Résolutions et Recommandations de la Session ;
- La déclaration de la Session ;
- Le Mot de Remerciement